Les très attendus décrets du SEGUR pour les professionnels sociaux et médico-sociaux de la Fonction Publique viennent d'être publiés. Qu'en sera-il au Département des Côtes d'Armor?

Interpellation de la CGT

La CGT a interpellé Monsieur COAIL, par mail le 3 mai suivi d'un courrier le 6 mai 2022, pour une application de la « prime de revalorisation » pour l'ensemble du personnel éligible, dans notre collectivité.

Dans ce courrier, la CGT demande :

- L'application du droit à une prime de revalorisation de 183 € net/mois pour les agents FPH et des précisions sur les délais de mise en œuvre.

- L'application de cette possibilité pour tous les agents territoriaux éligibles au regard du décret (183 € net/mois).

- La mise en œuvre d'une prime de revalorisation de 517 € net/mois pour les médecins (FPH et FPT), tel que le décret le permet.

- La prise en compte des « oubliés du SEGUR » dans notre collectivité par d'autres leviers, notamment sous la forme d'une revalorisation du RIFSEEP.

Nous attendons de l'administration et de l'autorité territoriale qu'ils se saisissent de l'ensemble des possibilités de reconnaissance du personnel ouverte par ces décrets.

Nous attendons également un geste significatif à l'égard des oubliés du SEGUR (agents administratifs et techniques en activité dans le domaine social, médico-social et les assistantes familiales).

Nous vous informerons des réponses qui nous serons apportées.

En parallèle, nous sollicitons les autres organisations syndicales pour déposer éventuellement un préavis de grève, en intersyndical.



« Restons mobilisés pour défendre nos droits et obtenir la reconnaissance de toutes et tous ! »

Syndicat CGT du Conseil Départemental des Côtes d'Armor
9 PLACE DU GENERAL DE GAULLE CS 42371 – 22023 SAINT BRIEUC CEDEX 1
Courriel syndicatcgt@cotesdarmor.fr – ☎ 02 96 62 63 80 – **Fax** 02 96 62 27 98